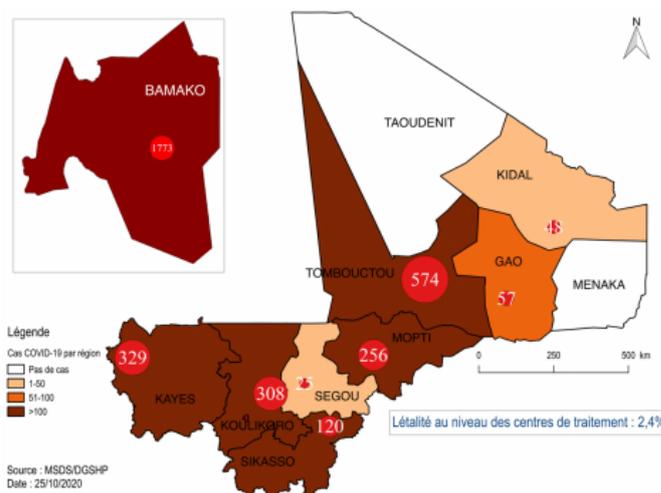




1 SITUATION DE LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 AU MALI

À la date du 25 Octobre 2020, le cumul des cas confirmés depuis le début de l'épidémie de la COVID-19 au Mali est de 3 490 cas dont 2 661 personnes déclarées guéries contre 3 086 cas dont 2 420 personnes déclarées guéries soit 404 nouveaux cas ou 13% de plus. Le nombre de décès sur la même période est de 133, soit une létalité de 3,8% dont 2,4% au niveau des centres de traitement. 688 cas confirmés sont en traitement dans les différents centres de prise en charge. Le pays comptait aussi 763 cas suspects dont 468 faisant l'objet d'un suivi.

Au total, 38 des 75 districts sanitaires - répartis à travers neuf régions du pays sont touchés. Le District de Bamako concentre plus de la moitié (50,8%) des cas confirmés, suivi des régions de Tombouctou (16,4%), de Kayes (9,4%), Koulikoro (8,8%) et de Mopti (7,3%).



Carte 1 : Distribution des cas confirmés de COVID-19 par région à la date du 25 octobre 2020, Mali

Le cercle de Tombouctou avec 533 cas et les communes VI, V, IV du District de Bamako avec respectivement 529 cas, 404 cas et 329 cas sont les plus affectés par l'épidémie. La situation épidémiologique devient de plus en plus inquiétante au regard de la forte multiplication des cas depuis octobre et le défi demeure la prise au sérieux de la pandémie par les différentes couches de la population.

2 SITUATION SÉCURITAIRE

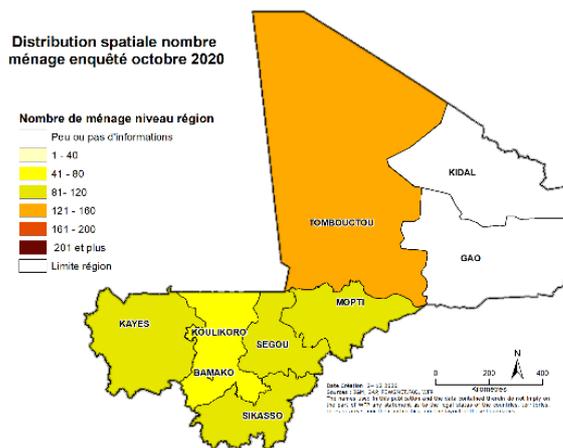
L'insécurité se poursuit principalement dans les régions du centre et du nord du pays. Selon ACLED, 227 incidents sécuritaires ont été recensés pour le mois d'octobre 2020, ayant causé 562 décès. La tendance des incidents sécuritaires est toujours en hausse avec des pics en juillet et en octobre. Entre janvier et septembre 2020, le nombre des incidents enregistrés sur un mois a plus que doublé, en passant de 87 en janvier à 227 en octobre.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'INCIDENTS SÉCURITAIRES PAR MOIS EN 2020



3 MÉTHODOLOGIE

L'approche méthodologique aussi bien adaptative qu'évolutive a associé des techniques mixtes prenant à la fois en compte les aspects aussi bien qualitatifs que quantitatifs. L'échantillon de cette enquête mVAM dérive de l'échantillon aléatoire stratifié à 2 degrés des enquêtes ENSAN qui ont la Section d'Énumération (SE) - ou aire statistique de localisation géographique - pour unité primaire de sondage et le ménage comme unité secondaire. La base de sondage mVAM étant constitué de la liste des 58 219 numéros de téléphones valides des ménages acceptant d'être recontactés à la suite des 9 cycles d'enquêtes ENSAN conduits entre 2016 et 2020, des enquêtes de suivi post-distribution réalisées par le PAM et ses partenaires.



Carte 2 : Distribution spatiale du nombre de ménages enquêtés, Octobre 2020

Les résultats présentés dans ce bulletin sont fondés sur une triangulation des informations issues :

- ▶ De l'analyse des données collectées par téléphone dans le cadre de l'enquête mVAM , sur un échantillon de 750 ménages répartis à travers tout le pays - sur la période allant du 1^{er} au 31 octobre 2020.
- ▶ Des systèmes de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui inclut le système d'information des marchés, par le SAP, l'OMA, le PAM, la FAO, le FEWS NET et les Clusters Sécurité Alimentaire et Nutrition.

4 DISPONIBILITÉ ALIMENTAIRE

La hausse saisonnière de la disponibilité notamment pour les céréales et les légumineuses est observée sur les différents marchés à la faveur des récoltes moyennes à bonne en cours dans le pays et le déstockage des stocks paysans.

Cependant, les perturbations des mouvements des personnes et des biens en lien avec l'insécurité dans les régions du centre et du nord du pays particulièrement dans la bande frontalière avec le Burkina et le Niger, plus connue sous le vocable « Liptako Gourma », limitent l'approvisionnement de certains marchés. L'approvisionnement des marchés en céréales et en légumineuses reste suffisant dans l'ensemble. Il en est de même pour les autres denrées alimentaires importées grâce à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et aussi aux mesures de sanction de la CEDEAO. Les sources de nourriture sont constituées principalement par les achats pour 59,4% des ménages et la propre production pour 37,8% des ménages. La baisse de la dépendance aux marchés en cette période de disponibilité de la propre production notamment dans les zones de production

en ce début de récolte est observée et qui explique la baisse de la proportion de ménage aux marchés de 61,2% en septembre à 59% en octobre.

L'offre de céréales reste suffisante pour les demandes surtout dans les centres de consommation grâce à la disponibilité des premières récoltes, du déstockage au niveau des paysans dans les grandes zones de production.

Les stocks en vivres sont disponibles chez environ 37,8% des ménages et ne tarderont pas à être reconstitués à la faveur des récoltes en cours dans le pays. Les stocks disponibles seraient suffisants pour moins d'un mois pour 36,8% des ménages (données collectées en début d'octobre avant les récoltes) contre 38,2% des ménages selon mVAM d'août 2020 ; d'un mois à plus pour environ 34,4% et qui est en baisse par rapport à septembre où ce taux était de 43,3% ménages selon mVAM. En octobre, 63,2% des ménages avaient un stock de vivre couvrant un mois à plus contre 56,6% en septembre ; ce qui confirme la reconstitution enclenchée par les récoltes en cours.

5 ACCÈS ALIMENTAIRE ET ÉVOLUTION DE LA DEMANDE

L'accès des ménages aux aliments en cette période de récolte s'est nettement amélioré à travers le pays grâce à la disponibilité des premières récoltes bien que faible principalement dans les zones de culture pluviale (mil, sorgho, maïs) et aussi à la baisse des prix des produits agricoles sur les différents marchés qui favorisent leur accès aux ménages. Cependant, les perturbations sécuritaires, principalement dans le nord et

le centre du pays voire le nord de la région de Ségou, perturbent un accès adéquat des ménages aux marchés, voire aux champs pour les récoltes. Ailleurs, les difficultés d'accès physique aux marchés sont liées à la dégradation des routes en lien avec les conditions climatiques. Environ, 9% des ménages enquêtés ont des difficultés d'accès aux marchés à cause de l'insécurité.

L'accès aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires tout comme pour le mois passé, se fait à partir des revenus générés principalement par « la vente des produits agricoles », « le travail journalier (agricole/non agricole) », « le petit métier » et « les ventes de bétail et ses produits dérivés ». La baisse de revenus pour 48,1% des ménages et de façon forte à cause de la perturbation de l'environnement économique dans les zones d'insécurité et aussi à la COVID-19, affectent négativement les capacités d'accès des ménages pauvres dans ces zones aux marchés pour satisfaire leurs besoins alimentaire et non alimentaire.

Quant à l'accès physique aux marchés, les difficultés sont liées principalement à l'insécurité dans les zones centre et nord du pays qui continuent de réduire les fréquentations sur certains marchés.

Les demandes de consommation sur les marchés présentent la baisse saisonnière ce mois-ci grâce à la disponibilité de plus en plus importantes de la propre production qui réduit les demandes sur les marchés. La baisse observée devrait se poursuivre jusqu'à la fin des récoltes en janvier. Quant aux demandes des pays voisins, elles se poursuivent en direction du Burkina, du Niger, du Sénégal et de la Guinée et dans les proportions similaires à la moyenne.

La baisse saisonnière des prix des céréales est de plus en plus observée notamment dans les zones de production et certains centres de consommation. Les prix des céréales à la consommation sont dans l'ensemble stables voire en baisse par rapport à ceux du mois dernier au niveau des principaux marchés des chefs-lieux de région et des zones de

production. Comparés à ceux de l'année dernière, ces prix sont en hausse (de 6 à 33%) dans l'ensemble à l'exception de Koulikoro (-4%) où ils sont stables. Par rapport à la moyenne quinquennale, le prix de la principale céréale au niveau des marchés des capitales régionales est similaire à Kayes (4%), à Mopti (1%) ; à Koulikoro (2%) ; à Sikasso (0%) ; en légère hausse à Ségou (6%), à Tombouctou (8%), Gao (10%) et en hausse à Ménaka (25%).

Quant aux denrées importées (pâtes alimentaires, lait, huile, sucre), les prix sont stables par rapport au mois passé mais supérieurs à ceux de l'année dernière à la même période dans les régions de Tombouctou, Gao, Ménaka qui sont dépendantes surtout de l'Algérie et de la Mauritanie pour ces produits alimentaires et qui continuent de traîner les séquelles des restrictions liées à la COVID-19. Ces niveaux de prix bien que légèrement supérieurs à la moyenne pour la plupart affectent négativement l'accès des plus pauvres des zones d'insécurité qui connaissent une forte dégradation des moyens d'existence particulièrement pour les déplacés et aussi les pauvres victimes des inondations des mois de juillet à septembre.

Selon le mVAM, environ 32,4% des ménages ont connu des difficultés d'accès à la nourriture en octobre à cause principalement des difficultés financières pour 72,3% et du niveau élevé des prix des denrées alimentaires pour 25%. Ces difficultés d'accès ont engendré une dégradation des habitudes alimentaires notamment en quantité et en qualité pour environ 80% des ménages concernés contre 15,2% qui connaissent une amélioration dans les habitudes alimentaires.

6 DIVERSITÉ ALIMENTAIRE DES FEMMES

Les résultats d'octobre concernent 85 femmes interrogées et sont donc à prendre avec prudence, mais ils montrent un retour à une situation proche de celle du mois d'août.

43% des femmes ont une diversité alimentaire considérée comme en crise ou pire (c'est-à-dire moins de 3 groupes d'aliments, selon la méthodologie du Cadre Harmonisé).

Les données mVAM montrent une diversité alimentaire minimum (5 groupes d'aliments minimum), de 29,4% en octobre (contre 42,5 en juillet, 34,5% en août et 31,5% en septembre), mais avec une augmentation de celles en situation de stress, passant de 20% en septembre à 27% en octobre.

Au total, 57% des femmes ont donc une consommation la veille de l'entretien de plus de 4 groupes d'aliments. Le total des femmes en catégories 3, 4 et 5 (crise, urgence et catastrophe) est donc de 43% des femmes interrogées, contre 30% en mai en période pré-soudure et après un pic de 48% en septembre. Nous sommes donc en phase d'une situation de mal nutrition (non suffisamment diversifiée) qui concerne une partie importante de la population et perdure de nombreux mois. Les impacts en termes de carences des femmes, et en particulier des femmes enceintes et allaitantes, dont les besoins sont plus importants que la population générale, nécessite un suivi plus important.

7 ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ ET NUTRITION

L'accès aux services de santé est équivalent à celui de septembre : 36% des répondants disant avoir eu des difficultés d'accès aux services de santé, ce qui correspond aux chiffres d'avant juin, alors que cela ne concernait que 30% des répondants en juillet et août (données mVAM).

Les données confirment comme les mois précédents que le manque d'argent reste très largement la première barrière au recours au système de santé, à l'achat des médicaments et la principale raison ayant conduit à l'interruption des traitements. L'éloignement (le centre de santé est loin) est cité comme barrière par un répondant sur 5.

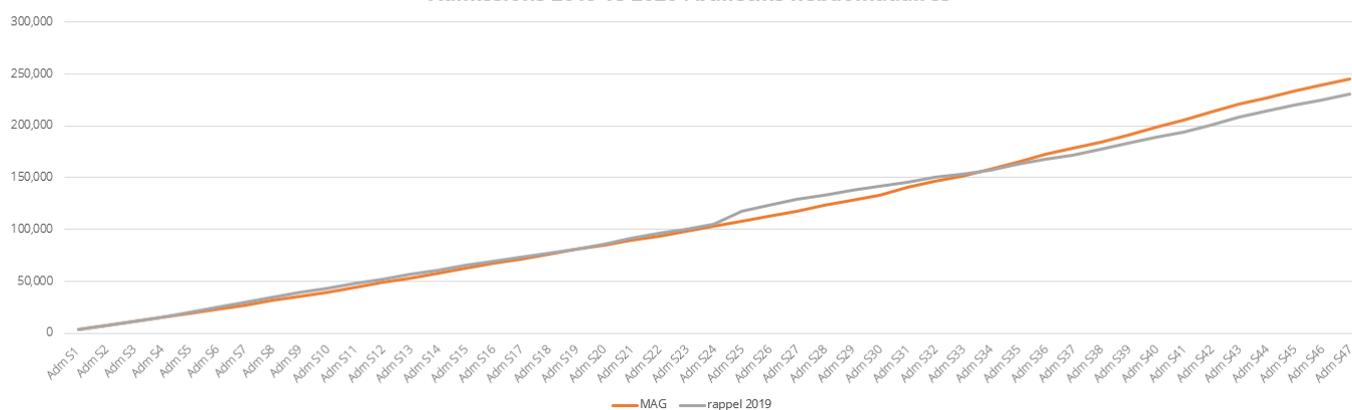
Parmi les 60% des ménages déclarant avoir des enfants de 6 à 23 mois, 33% disent que l'enfant a été dépisté pour la malnutrition, confirmant une diminution depuis que la question a été ajoutée au questionnaire mois d'août (39 puis 36% en août et septembre).

Les données confirment cependant la place prise par le dépistage au niveau communautaire, avec une constante de plus de 70% des dépistages, soit par les agents de santé communautaires, les relais ou les ménages même. Ces résultats sont stables sur les 3 derniers mois, tendant à confirmer ces tendances.

Les données de suivi de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ou modérée (MAM) dans les structures de

santé montrent qu'au cours des semaines 41 à 44, 27 446 enfants ont été pris en charges pour la malnutrition aiguë, dont 13 237 pour la MAM et 14 206 pour la MAS, (rapports hebdomadaires PCIMA¹), un nombre un peu supérieur aux données de 2019 pour la même période. Dans l'ensemble, le nombre de cas pris en charge en 2020 reste donc un peu supérieur à celui de 2019, avec 226 000 cas entre janvier et octobre 2020, contre 214 500 pour la même période en 2019 : Après s'être croisées la semaine 34, cette différence continue à s'accroître au cours des dernières semaines. Il est cependant difficile de savoir en l'absence d'enquête nutritionnelle (SMART prévue en décembre 2020) si cette situation est due à un besoin accru ou à une meilleure couverture du programme.

Admissions 2019 vs 2020 : bulletins hebdomadaires



8 CHANGEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE ET STRATÉGIES DE SUBSISTANCE

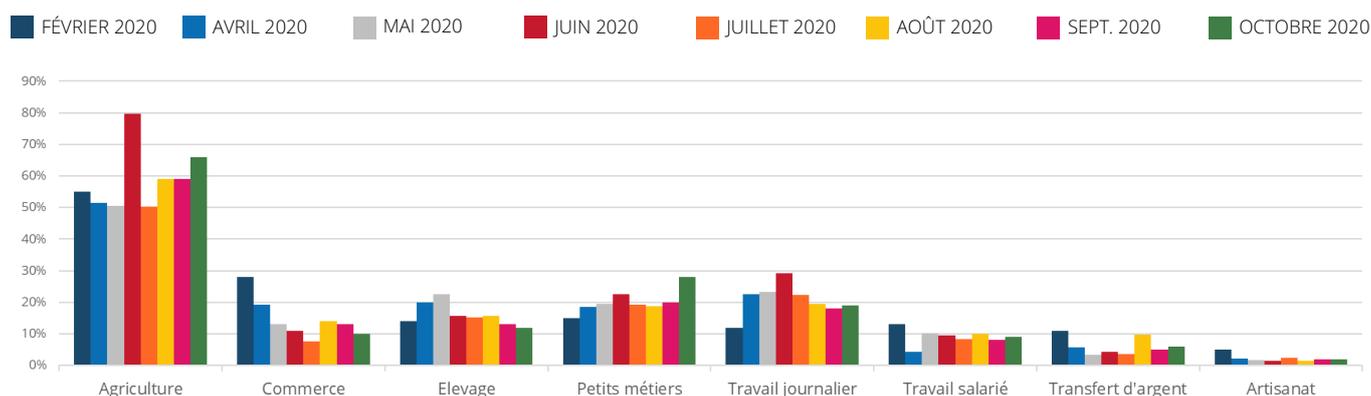
La production/vente de produits agricoles (66%), les petits métiers (28%) et le travail journalier agricole/non agricole (19%), restent les trois principales sources de revenus des ménages au mois d'octobre.

Les proportions de ménages dépendant de l'élevage (production et ventes de produits d'élevage) (11,6%), le travail salarié (9,2%), l'artisanat (2,4%) et la pêche/chasse/cueillette (3,9%) restent également stables par rapport au mois de septembre.

La proportion de ménage ayant le commerce comme principale source de revenu (9,5%) est en baisse de 3,5 points par rapport à septembre (13%) à cause des effets économiques de la COVID-19 et aussi la période du début des récoltes qui limite les activités commerciales pour certains. Cette source de revenu reste sur une tendance baissière depuis le mois de mai même si elle a connu des proportions plus importantes en août et septembre par rapport à juillet.

La proportion des ménages avec le transfert d'argent des migrants/exodants (5,5%) comme source de revenu reste stable par rapport à septembre (5%).

ÉVOLUTION DES SOURCES DE REVENUS DES MÉNAGES ENTRE FÉVRIER ET OCTOBRE 2020



¹ Prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë (PCIMA) - bulletins hebdomadaires de la sous-direction de la nutrition.

La pandémie de la COVID-19 a eu un impact négatif sur les revenus de 44,3% des ménages qui ont connu une baisse (jugée forte pour 78% des ménages et moyenne pour 17,1% des ménages concernés) à cause principalement des difficultés de mouvement liées aux restrictions de voyage (38,6%), l'absence de marché (12,9%), la limitation des activités par peur d'attraper la maladie de COVID-19 (12,9%, et la baisse de transferts monétaires des migrants/exodants à cause de la pandémie de COVID-19 (8,5 %).

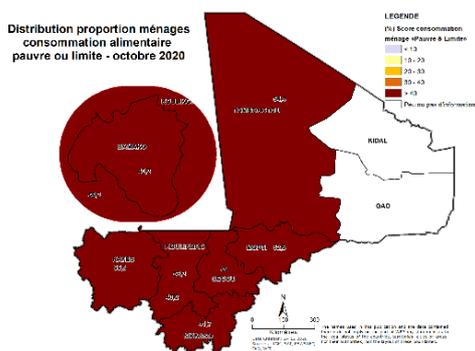
Plus du tiers des ménages (35,5%) contre (31,6%) des ménages en septembre ont, en octobre utilisé, leur épargne comme stratégie d'adaptation pour répondre à leurs besoins essentiels et/ou atténuer les éventuels impacts négatifs de la situation actuelle ou de la COVID-19. La possibilité de recours à l'endettement étant épuisé pour beaucoup de ménages (6% en juin, 5,3% en juillet, 7,3% en août, et 8% en octobre), les ménages ont davantage recours à la diminution des dépenses non alimentaires (3% des ménages en juillet, 10,4% en août, 4% en septembre, 13% en octobre) et le recours à la solidarité sociale (20% en septembre, 18,6% en octobre) comme stratégie d'adaptation pour répondre à leurs besoins essentiels et/ou atténuer les éventuels impacts négatifs de la situation actuelle ou de la COVID-19.

La vente de biens (non productifs ou productifs) ainsi que la sollicitation de l'aide des agences humanitaires et le changement d'activités économiques continuent de faire aussi partie des stratégies adoptées par environ 10,5% des ménages.

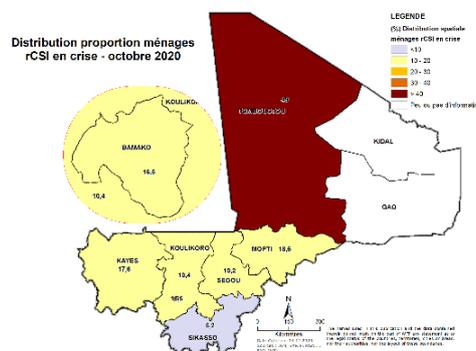
Les indicateurs de résultats associés à la consommation alimentaire (score de consommation alimentaire - SCA, indice simplifié des stratégies alimentaires d'adaptation - rCSI et l'indice domestique de la faim-HHS) des ménages issues de l'analyse des données mVAM en octobre comparé au mois de septembre, indiquent un début d'amélioration de la situation de sécurité alimentaire dans le pays. On observe une stabilité de la proportion des ménages avec consommation alimentaire pauvre dans l'ensemble (+0,4%) et une légère hausse de +4% de l'insécurité alimentaire modéré.

La situation par région qui est à prendre avec prudence à cause des tailles d'échantillons plus petites que les passages précédents, montre une baisse de la consommation alimentaire pauvre dans les régions de Kayes : -4 points, Sikasso : -2,1 points et Mopti : -8,9 points et une hausse dans celles de Tombouctou, Ségou et le District de Bamako qui enregistrent respectivement + 6, 2 et 11 points de pourcentage de plus par rapport à septembre. Toutefois les proportions de ménages ayant une consommation alimentaire pauvre restent élevés dans les différentes régions du pays (Ségou : 20,5%, Tombouctou : 19,5%, Sikasso : 14,6%, Bamako : 13,4%, Kayes : 12,9%, Mopti : 11,9%).

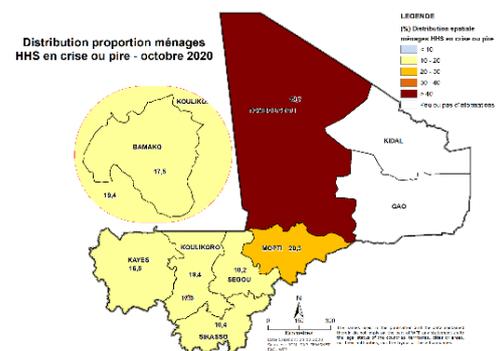
Les tailles des échantillons pour les régions de Ménaka, Kidal, Koulikoro et Gao ne sont pas suffisantes pour permettre une appréciation significative de la situation dans ces régions.



Carte 3 : Distribution de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre ou limite



Carte 4 : Distribution de la proportion des ménages ayant un rCSI en crise



Carte 5 : Distribution de la proportion des ménages ayant un HHS en crise ou pire

Au niveau national et en cette période de soudure agricole, le mVAM indique que :

- ▶ Une stabilité de la proportion des ménages ayant une consommation alimentaire pauvre dans l'ensemble (+0,4%) et une légère hausse de +4% de la consommation alimentaire limite (16% en octobre et 15,7% de ménages en septembre ayant une consommation alimentaire pauvre ; 35,4% en octobre et 31,9% de ménages en septembre ayant une consommation alimentaire limite). La hausse de la proportion de ménages avec une consommation alimentaire limite - enregistrée essentiellement dans les régions de Mopti, Kayes et Ségou - pourrait s'expliquer par les difficultés d'accès aux vivres liée à la perturbation de l'environnement économique dans les zones d'insécurité

(Mopti et Ségou) et aussi à la baisse des transferts monétaires dans les zones du sahel occidental de Kayes, en plus de la baisse saisonnière des stocks céréaliers des ménages affectant négativement les capacités d'accès des ménages aux aliments dans ces zones.

- ▶ Moins de recours aux stratégies alimentaires d'adaptation dans l'ensemble (23,9% de ménages ayant utilisé des stratégies en crise en octobre contre 44,4% en septembre soit -20,5 points).
- ▶ L'indice domestique de la faim des ménages HHS connaît une baisse au niveau national (17,8% des ménages avec faim modérée à grave en octobre contre 21,5% en septembre soit une baisse de -3,7%).

En ce mois d'octobre, malgré les niveaux encore élevés d'insécurité alimentaire, les indicateurs associés à la consommation alimentaire font observer un début d'amélioration de la situation alimentaire du pays comparé au mois précédent, en raison d'une amélioration de l'accès des ménages aux aliments, grâce à la disponibilité des premières récoltes bien que faible, principalement dans les zones de culture pluviale (mil, sorgho, maïs) et aussi à la baisse des prix des produits agricoles sur les différents marchés qui favorisent leur accès aux ménages.

9 SITUATION AGRICOLE ET PASTORALE

La campagne agropastorale se poursuit à travers le pays avec les récoltes en cours et l'installation des cultures de contre-saison maraîchère et de riz. Elle est jugée moyenne à bonne pour 58,6% des ménages enquêtés contre 85,4% selon ENSAN de septembre 2020. La bonne pluviométrie en terme de quantité de répartition et qui s'est poursuivie jusqu'à la deuxième décennie d'octobre, l'accalmie des déprédateurs et le bon niveau de la crue sur les cours d'eau ont permis un bon niveau de production en céréales et en légumineuses. Dans les zones cotonnières, la baisse d'environ 77% des réalisations en coton à cause de la Covid-19 a contribué à la hausse de la production de céréales et de légumineuses dans ces zones. Les prévisions de production selon l'hypothèse moyenne de la CPS/SDR en septembre indiquent une production similaire (+1%) soit 10 565 717 tonnes contre 10 451 274 tonnes

l'année dernière et 8 831 339 tonnes pour la moyenne des cinq dernières années.

Les pâturages et les conditions d'abreuvement du bétail sont bons dans l'ensemble. La biomasse est normale à largement excédentaire par rapport à la moyenne 1998-2020 particulièrement dans les zones pastorales du pays. Il en est de même pour les points d'eau pour l'abreuvement du bétail.

L'accès à certains pâturages reste limité dans les zones de conflit du centre et du nord du pays où des pertes importantes de bétail sont signalées à cause de l'insécurité ; ce qui peut affecter négativement l'alimentation du bétail et les productions animales. La production de lait et produits laitiers est globalement moyenne à bonne dans le pays.

10 PRÉOCCUPATIONS ACTUELLES DES MÉNAGES

La principale préoccupation exprimée par les ménages reste la crainte d'une pénurie de nourriture (86,3% en octobre contre 84,8% en septembre). Viennent ensuite la peur d'attraper la maladie de la COVID-19 (20,1%), le manque de travail/d'emploi et la perturbation de la source des moyens de subsistance (17,4%) et la pénurie de médicaments/interruption des services médicaux (18,9%). L'insécurité (en raison de la criminalité), l'augmentation des prix des denrées alimentaires et les attaques d'hommes/groupes armés contre la population constituent aussi des préoccupations actuelles des ménages.

En ce qui concerne leurs **principaux besoins prioritaires**, les ménages citent :

Pour les femmes enceintes et/ou allaitantes (FEFA) :

- ▶ Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- ▶ La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'argent et l'habillement.

Pour les enfants de moins de 5 ans et les adolescents :

- ▶ Une alimentation énergétique, saine, équilibrée, nutritive et vitaminée : les céréales ; le lait/produits laitiers ainsi que les vitamines ;
- ▶ La santé (santé/suivi médical/suivi sanitaire/centre de santé/médicaments/moustiquaire), l'habillement, l'éducation/école.

11 BILAN DE LA RÉPONSE HUMANITAIRE (ASSISTANCE ALIMENTAIRE & APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE ET NUTRITION) PENDANT LE PREMIER SEMESTRE 2020

Pour la réponse des acteurs du secteur de la Sécurité Alimentaire, les interventions d'assistance alimentaire (Objectif 1 du Cluster) ont ciblé près de 464 672 personnes durant le mois d'octobre 2020.

100% de cette l'assistance a été effectuée à travers des transferts monétaires. L'intervention alimentaire auprès des personnes déplacées internes à travers le mécanisme de Réponse Rapide (RRM) a permis une réponse auprès de 103 432 IDPs durant ce mois d'octobre 2020.

80% de cette intervention a été effectuée à travers des transferts monétaires. Pour l'appui à la relance rapide des moyens d'existence (Objectif 2 du Cluster) ce sont 110 756 personnes qui ont été bénéficiaires en octobre 2020 des interventions d'appui agricoles, d'élevage et d'AGR.

84% des interventions ont été effectuées à travers les transferts monétaires et particulièrement dans le cadre de l'Assistance alimentaire pour la création d'actifs (FFA).

Les indicateurs associés à la consommation alimentaire font observer un début d'amélioration de la situation alimentaire du pays comparé au mois précédent en raison d'une amélioration de l'accès des ménages aux aliments grâce à la disponibilité des premières récoltes, bien que faible, principalement dans les zones de culture pluviale (mil, sorgho, maïs) et aussi, à la baisse des prix des produits agricoles sur les différents marchés qui favorisent leur accès aux ménages. Toutefois, les niveaux d'insécurité alimentaire restent élevés dans les différentes régions du pays.

La diversité alimentaire minimum (5 groupes d'aliments minimum), passe de 31,5% en septembre à 29,4% en octobre, avec cependant une augmentation de celles en situation de stress, passant de 20% en septembre à 27% en octobre.

La campagne agropastorale se poursuit à travers le pays avec les récoltes en cours et l'installation des cultures de contre-saison maraîchère et de riz. Elle est jugée moyenne à bonne pour 58,6% des ménages enquêtés contre 85,4% selon ENSAN de septembre 2020. La bonne pluviométrie en termes de quantité de répartition et qui s'est poursuivie jusqu'à la deuxième décennie d'octobre, l'accalmie des déprédateurs et le bon niveau de la crue sur les cours d'eau ont permis un bon niveau de production en céréales et en légumineuses.

Les pâturages et les conditions d'abreuvement du bétail sont bons dans l'ensemble. La biomasse est normale à largement excédentaire par rapport à la moyenne 1998-2020, particulièrement dans les zones pastorales du pays. Il en est de même pour les points d'eau pour l'abreuvement du bétail. L'accès à certains pâturages reste limité dans les zones de conflit du centre et du nord du pays où des pertes importantes de bétail sont signalées à cause de l'insécurité ; ce qui peut affecter négativement l'alimentation du bétail et les productions animales. La production de lait et produits laitiers est globalement moyenne à bonne dans le pays.

La disponibilité des premières récoltes bien que faible principalement dans les zones de culture pluviale (mil, sorgho, maïs) et la baisse des prix des produits agricoles sur les différents marchés favorisent l'accès des ménages aux aliments. Cependant, les effets de la crise sanitaire et celles de l'embargo de la CEDEAO qui ont accentué **la dégradation des moyens d'existence pour les ménages pauvres dans les centres urbains et dans les zones d'insécurité en proie à une perturbation du tissu socio-économique** continuent d'affecter l'accès de ces ménages à une alimentation adéquate.

Il convient donc, pour l'Etat malien et ses partenaires, de **poursuivre l'assistance alimentaire et l'appui aux moyens d'existence de ces ménages pauvres et vulnérables en tenant compte des besoins spécifiques et des vulnérabilités de certains groupes cibles (en particulier les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants) en termes de couverture, de durée et de valeurs de transferts.** Le transfert monétaire sera privilégié là où cela est possible et pertinent : **en tenant compte aussi de la proportion de ménages n'ayant plus la capacité économique de satisfaire à leurs besoins essentiels et de l'accroissement important des gaps (alimentaires – y compris en termes nutritionnel et non alimentaires).** Ces transferts doivent être accompagnés de programmes de prévention de la malnutrition aiguë, permettant aux familles de connaître les mesures permettant de protéger de la malnutrition les membres les plus vulnérables des ménages. Des capacités de réponse en termes de prise en charge doivent aussi être opérationnelles dans les régions les plus touchées par la crise pour faire face à une augmentation de la demande de soin.

Enfin, un suivi rapproché de la situation alimentaire, nutritionnelle et des marchés est essentielle considérant la recrudescence de la crise sanitaire dans le pays et à travers le monde et de la situation sécuritaire qui affecte les régions du nord et du centre.

